

Des droits réels ou virtuels pour les étrangers placés en rétention administrative ?

Balance entre exercice du droit à la liberté d'expression et respect de la réputation d'autrui

La nullité encourue lors de l'audition par l'expert sans autorisation du juge d'instruction est d'ordre public

Suspension de la décision de surveillance renforcée d'un détenu

DOSSIER 146

Loi Fauchon : quel bilan ?

**Des maux aux actes
(Outreau et puis... rien ?)** 159

Comité de rédaction

Alain Blanc, *Magistrat*
 François-Louis Coste, *Magistrat*
 Martine Herzog-Evans, *Maître de conférences à l'Université de Nantes*
 Annie Kensey-Boudadi, *Socio-Démographe*
 Direction de l'Administration pénitentiaire
 Jocelyne Leblois-Happe, *Professeur agrégée à l'Université de Metz*
 Yann Le Bras, *Avocat*
 Marc Schwendener, *Commissaire divisionnaire*

31-35 rue Froidevaux
 75685 Paris CEDEX 14
 Tél. rédaction 01 40 64 53 13
 Fax : 01 40 64 54 66
 E-mail : ajpenal@dalloz.fr

PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
 Charles Vallée

RÉDACTION

Directeur éditorial
 Philippe Weiss
Rédactrice en chef
 Marie-Eve Charbonnier
Ont participé à ce numéro
 Emmanuelle Allain
 Hélène Gacon, *Avocat au Barreau de Paris*
 Carole Girault, *Maître de conférences à Evry*
 Martine Herzog-Evans
 Sandrine Plana, *Docteur en droit*
 Eric Péchillon, *Maître de conférences à Rennes*
 Pascal Remillieux
 Gildas Roussel
 Guillaume Royer
 Claire Saas, *Maître de conférences à Nantes*
Secrétaire de rédaction
 Marie-Anne Sebbar

ABONNEMENT, MARKETING, PUBLICITÉ

Responsable marketing : Corinne Ménager
Relations clients : Marie-Hélène Tylman
 Revue mensuelle (11 numéros par an)
 BP 150, 94 208 Ivry-sur-Seine CEDEX
 Tél. : 0 820 800 017 (0,12 € TTC / min.)
 Fax : 01 40 64 89 92

Prix de l'abonnement 2006 (1 an)
 France : 135 € TTC
 Étranger : 151 € TTC
 Prix au numéro : 15 € TTC
 ISSN 1762 - 8407
 N° CPPAP 1105 T 83884
 Imprimerie Chirat 42 540 Saint-Just-la-Pendue

ÉDITIONS DALLOZ

Société anonyme au capital de 3 956 040 €
 Siège social : 31-35 rue Froidevaux - Paris 14e
 RCS Paris 572 195 550 - Siret 572 195 550 00098
 Code APE : 221 A - TVA : FR 69 572 195 550

La reproduction, même partielle, de tout élément publié dans la revue est interdite.

ÉDITORIAL 139

ACTUALITÉS 142

DOSSIER 146

Loi Fauchon : quel bilan ?

- La loi Fauchon du 10 juillet 2000 après plus de cinq ans d'application...
par Yves Mayaud 146
- La responsabilité non intentionnelle des élus locaux
par Luc Brunet 153
- La répression de l'imprévoyance des personnels d'éducation
par Yann Buttner 156

PRATIQUES 159

- Des maux aux actes (Outreau et puis... rien ?)
par Philippe Edmond-Mariette 159
- La nouvelle garde à vue « terrorisme » issue de la loi du 23 janvier 2006
par Marc Schwendener 164

JURISPRUDENCE 165

ARRÊT DU MOIS : CASS. 1^{RE} CIV., 31 JANV. 2006 165

Pénal général

PRESCRIPTION PÉNALE

- Internet, publicité en faveur du tabac, et point de départ de la prescription
Cass. crim., 17 janv. 2006 169

Infractions

DIFFAMATION

- Balance entre exercice du droit à la liberté d'expression et respect de la réputation d'autrui
CEDH, 22 déc. 2005 169

FRAUDE FISCALE

- Le juge pénal doit statuer sur une fraude fiscale sans attendre le juge de l'impôt
Cass. crim., 11 janv. 2006 171

PRESSE - COMMUNICATION

- Rejet de l'exception de vérité pour des faits commis dix ans avant la publication d'un article diffamatoire
Cass. crim., 14 févr. 2006 172

VEILLE

DIFFAMATION

- Exercice de l'action publique en cas de diffamation envers une administration
Cass. crim., 31 janv. 2006 173

DOUANE

- La bonne foi fondée sur un avis favorable de la CEDH
Cass. crim., 25 janv. 2006 173

A J P É N A L

Procédure pénale

ACTION CIVILE

- L'absence de préjudice direct et personnel empêche la constitution de partie civile d'une personne morale de droit public
Cass. crim., 14 févr. 2006 **174**

ÉTRANGERS

- Conditions d'interpellation des étrangers en zone ferroviaire
Cass. 1re civ., 14 févr. 2006 (1re et 2e espèce) **174**

EXPERTISE

- La nullité encourue lors de l'audition par l'expert sans autorisation du juge d'instruction est d'ordre public
Cass. crim., 17 janv. 2006 **175**

GARDE À VUE

- Défèrement à l'issue d'une garde à vue et exécution d'un mandat d'amener
Cass. crim., 14 févr. 2006 **176**

INFRACTIONS ÉCONOMIQUES

- Régularité de l'enquête économique et détournement de procédure
Cass. crim., 31 janv. 2006 **177**

INSTRUCTION PRÉPARATOIRE

- L'ordonnance justifiant la durée de l'instruction est une simple mesure cosmétique
Cass. crim., 17 janv. 2006 **177**

MORT SUSPECTE

- Les examens techniques et scientifiques peuvent être effectués par subdélégation à un OPJ
Cass. crim., 15 févr. 2006 **178**

VEILLE

ACTION CIVILE

- Contrefaçon : irrecevabilité d'une constitution de partie civile d'un mandataire liquidateur
Cass. crim., 31 janv. 2006 **179**

CASSATION

- Les magistrats de la Chambre criminelle peuvent connaître successivement de la même affaire
Cass. crim., 22 nov. 2005 **180**

CHAMBRE DE L'INSTRUCTION

- Demande d'acte : pouvoir de « filtre » du président de la chambre
Cass. crim., 17 janv. 2006 **180**

MANDAT D'ARRÊT EUROPÉEN

- Précisions sur les conditions de validité de l'émission d'un mandat d'arrêt européen
Cass. crim., 25 janv. 2006 **180**

Exécution des peines

PEINE

- Pas d'appel en matière de retrait de réductions de peine avant le 31 décembre 2005
Cass. crim., 1er févr. 2006 **180**

PRISONS

- Suspension de la décision de surveillance renforcée d'un détenu
TA Versailles, 13 sept. 2005 **181**

Ce numéro contient un encart « abonnement à l'AJ Pénal » broché non folioté de quatre pages placé entre la couverture et les pages 139 et 182.

ACTION CIVILE

Partie civile

- Mandataire liquidateur –
Contrefaçon 179
- Personne morale de droit public –
Conditions 174

COUR DE CASSATION

- Composition de la Chambre criminelle
Identité de procédure –
Pourvois successifs 180

CHAMBRE DE L'INSTRUCTION

- Demande d'acte
Silence du juge d'instruction –
Recours 180

CONCURRENCE

- Enquête
Compétence 177

CONTREFAÇON

- Exercice de l'action civile
Mandataire liquidateur (non) 179

DIFFAMATION

- Diffamation publique
Administration publique –
Exercice de l'action publique 173
- Presse - Faits justificatifs 172

Exception de vérité

- Preuve – Association anti-sectes .. 169

DOUANE

- Exportation sans déclaration
de marchandises prohibées
Bonne foi 173

ÉTRANGERS

- Interpellation
Conditions – Zone ferroviaire 174

Rétention administrative

- Droits 165

EXPERTISE

- Mission de l'expert
Audition sans autorisation
du juge d'instruction – Nullité ... 175

FRAUDE FISCALE

- TVA
Date d'exigibilité 171
- Procédure administrative –
Sursis à statuer (non) 171

GARDE À VUE

- Fin
Défèrement – Nullité 176

Terrorisme

- Schéma procédural 164

INSTRUCTION

- Durée
Ordonnance de règlement –
Nature – Recours 177

MANDAT D'AMENER

- Exécution
Irrégularités – Conséquences 176

MANDAT D'ARRÊT EUROPÉEN

- Émission
Conditions de validité 180

MORT SUSPECTE

- Examens techniques
Subdélégation à un OPJ 178

PEINE

- Crédit de réduction de peine
Retrait – Recours 180

PRESCRIPTION

- Action publique
Point de départ 169

PRISONS

- Isolement
Surveillance renforcée –
Illégalité 182

RÉFORME

- Justice pénale 159

RESPONSABILITÉ PÉNALE

Délit non intentionnel

- Loi Fauchon –
Bilan d'application 146 (dossier)
- Élus locaux 153 (dossier)
- Personnels d'éducation 156 (dossier)